

### Pourquoi le Canada participe-t-il à la campagne contre l'apartheid?

En faisant de la couleur de la peau la pierre angulaire du système politique et économique de l'Afrique du Sud, l'*apartheid* bafoue les normes morales internationales qui sous-tendent la recherche de la paix et de la prospérité au sein de la famille des nations.

S'il est vrai que de nombreux autres pays violent aussi les droits de la personne et permettent à une minorité d'accaparer plus que sa juste part de la richesse et du pouvoir, l'Afrique du Sud, elle, se place dans une catégorie distincte en étant le seul pays du monde où le racisme est le fondement du gouvernement et du système économique.

Le Canada fait partie des nombreuses nations qui assortissent d'actions concrètes leur condamnation de l'*apartheid*.

Conformément à sa politique d'internationalisme constructif, le Canada a relevé le défi de jouer un rôle moteur dans la lutte contre l'*apartheid*, et il fait fonction de trait d'union entre les nations en développement et le monde industrialisé.

Au sein du Commonwealth et de la Francophonie, lors des Sommets économiques des sept grandes nations industrialisées et dans d'autres instances, le Canada continue d'exercer des pressions en vue d'obtenir des changements fondamentaux en Afrique du Sud.

### Avec la fin de l'apartheid, qu'advient-il en Afrique du Sud?

Les dirigeants noirs se sont fixé l'objectif — partagé par le Canada — de rendre tous les citoyens sud-africains égaux, qu'ils soient blancs ou noirs, ou encore qu'ils appartiennent aux petites minorités de métis ou de ressortissants de descendance asiatique, lesquels bénéficient à l'heure actuelle d'un peu plus de droits que les Noirs.

Certains Sud-Africains blancs soutiennent que le démantèlement du système actuel se traduira par l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement marxiste, par la violence et par une mauvaise gestion. En réalité, le plus longtemps on réprimera l'opposition légitime à l'*apartheid*, le plus de risques il y aura que des solutions radicales gagnent la faveur de la communauté noire.

Jusqu'à présent, aucune idéologie particulière ne s'est imposée aux dirigeants noirs; on pourrait donc exprimer de nombreuses conceptions dans le cadre d'un authentique dialogue entre représentants des communautés noire et blanche visant à baliser la transition du système fondé sur l'*apartheid* à un autre fondé sur l'égalité.

Le Canada et d'autres pays aident des Sud-Africains de divers segments de la communauté noire à acquérir la formation qui leur permettra un jour d'occuper des postes de direction dans leur pays.

Dans les faits, ce que de nombreux Sud-Africains de race blanche redoutent, c'est de perdre les avantages économiques et politiques dont ils jouissent en vertu du système de l'*apartheid*. Cela ne saurait justifier le racisme.

### Que fait le Canada face à l'apartheid?

Les pressions que nous exerçons prennent diverses formes, par exemple, la restriction des échanges commerciaux, dont l'objectif avoué est d'isoler l'Afrique du Sud et d'amener son gouvernement à travailler, de concert avec les représentants de la majorité noire, à la mise en place d'un gouvernement représentatif non racial fondé sur l'égalité.

Le Canada souscrit à la conclusion du Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, selon lequel seules des « mesures concrètes » sont susceptibles d'amener les dirigeants blancs sud-africains à entamer des négociations.

Alors que le gouvernement sud-africain refuse toujours d'engager de réels pourparlers avec les dirigeants noirs, le Canada poursuit ses propres contacts à la fois avec des Blancs et des Noirs en Afrique du Sud et avec d'autres pays concernés afin de trouver des moyens de briser l'impasse actuelle.

D'autre part, le Canada aide les victimes de l'*apartheid*, tant en Afrique du Sud même que dans les pays voisins.

### Quelles sont les mesures mises en œuvre par le Canada?

Depuis 1985, le Canada a appliqué plus d'une vingtaine de sanctions mises au point par le Commonwealth et l'Organisation des Nations Unies.